

lejdd.fr

CARTE. Universités : comment la contestation étudiante s'étend

Le JDD

13h32 , le 30 mars 2018

Depuis l'évacuation violente la semaine dernière d'un amphithéâtre de la faculté de droit de Montpellier, la mobilisation étudiante contre la réforme de l'accès à l'université s'est relancée.

La mobilisation étudiante contre la réforme de l'accès à l'université a pris un nouveau virage depuis quelques jours. Si jusque-là, plusieurs journées de contestation avaient déjà été décrétées un peu partout en France et si certaines universités étaient ponctuellement bloquées, des événements récents ont tendu le climat. L'évacuation violente d'un amphithéâtre de la faculté de droit de Montpellier a particulièrement choqué. Depuis, le doyen de l'université et un professeur ont été mis en examen pour "complicité d'intrusion". Le mouvement étudiant s'en est trouvé revigoré.

Lire aussi : [Retour sur les violences à la fac de Montpellier en 5 actes](#)

Quelles sont les revendications?

L'ambition principale des manifestants est de protester contre la réforme d'accès à l'université. Ils voient en celle-ci l'instauration d'une sélection, contraire selon eux au principe même de l'université. La loi, nommée Orientation et réussite des étudiants, a été promulguée par le président de la République le 8 mars dernier. Elle avait auparavant été votée par le Parlement. A Lille, des professeurs d'universités se sont joints à la contestation et ont annoncé leur refus d'examiner les dossiers issus du [nouveau système Parcoursup](#).

Lire aussi : [Ce que va changer le nouveau système d'entrée à l'université](#)

Quelles sont les principaux lieux de mobilisation?

Les principaux foyers de la contestation se trouvent à Montpellier III (Paul Valéry) et Toulouse II (Jean Jaurès). Dans la première université, particulièrement échaudée par les incidents de la semaine précédente, le blocage a été voté pour une durée "illimitée". Dans la seconde, où le mouvement se couple avec la renonciation au projet de fusion avec Toulouse III, les bâtiments sont bloqués depuis le 6 mars et le seront au moins jusqu'au 3 avril. Par ailleurs, l'université est depuis le 20 mars sous la tutelle de l'Etat après que son président ait été démis de ses fonctions par la ministre de l'Enseignement supérieur et qu'un administrateur ait été nommé.

Plusieurs autres universités sont également bloquées comme celles de Nantes, Rouen, Nancy et Bordeaux où des affrontements ont eu lieu entre policiers et étudiants. Le site de Tolbiac de l'université de Paris I est lui aussi occupé.

A Rennes II, plusieurs blocages ponctuels ont déjà été organisés comme à Lyon II, Caen ou à Dijon. Des mobilisations existent également à Strasbourg et à Lille. Dans ces deux villes, des incidents sont survenus. A Lille, lundi soir, un groupe de militants d'extrême droite a agressé plusieurs militants autour de la fac de droit. A Strasbourg, six étudiants ont été agressés dans l'enceinte de l'université par une vingtaine d'identitaires selon [Libération](#).

Quel avenir pour la mobilisation?

Les opposants les plus farouches à la réforme de l'accès à l'université ont en point de mire la journée d'action du 3 avril pour aller vers une convergence des luttes. Ce jour-là, les cheminots, mais également les pilotes d'Air France et les éboueurs de plusieurs villes, ont déjà appelé à la grève. Cependant, les dates des examens se rapprochent et le mouvement pourrait en être impacté. Dans *Libération*, Jimmy Losfeld, président de la Fédération des associations générales étudiantes (Fage, majoritaire), "conteste la légitimité de ceux qui s'organisent en assemblée générale". Selon lui, "l'université est un lieu de débat, mais ce n'est pas responsable de bloquer l'accès aux cours, de surcroît à quelques semaines des examens". La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a de son côté déclaré qu'elle n'admettrait "aucune violence dans les établissements".